



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
**L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains**

Europe des projets architecturaux et urbains

Groupelement d'intérêt public

Europe des projets architecturaux et urbains

Cahier des clauses particulières (CCP)

**Marché public relatif à un partenariat éditorial de
valorisation et diffusion presse nationale**

Sommaire

1 -	Objet du marché.....	4
2 -	Forme du marché.....	4
3 -	Durée du marché.....	4
4 -	Pièces constitutives du marché.....	4
5 -	Contexte et cadrage de la prestation attendue	5
6 -	Objectifs du marché	5
7 -	Description des prestations attendues et livrables	6
7.1 -	Conception éditoriale et production de « cahiers » thématiques sous format presse papier.....	6
7.2 -	« Verticale d'information » en format numérique.....	7
7.3 -	Impression et diffusion	7
7.4 -	Les prestations sur devis.....	7
8 -	Modalités pratiques et organisationnelles	7
8.1 -	Pilotage et organisation du maître d'ouvrage.....	7
8.2 -	Exigences générales	8
8.3 -	Les équipes projet	8
8.4 -	Identification du personnel du titulaire.....	9
8.5 -	Réunions.....	9
8.6 -	Les bons de commande	9
8.7 -	Vérifications	10
8.8 -	Forme des notifications et communications.....	11
8.9 -	Condition de réalisation des livrables – utilisation de la charte graphique ..	11
8.10 -	Langue.....	11
8.11 -	Déplacements.....	12
9 -	Engagements du titulaire	12
9.1 -	Communication des difficultés	12
9.2 -	Déontologie – prévention des conflits d'intérêts	12
9.3 -	Propriété intellectuelle	13
9.4 -	Obligations de conseil et de confidentialité.....	14
9.4.1	Obligation de conseil et d'information.....	14
9.4.2	Obligation de confidentialité	14
9.5 -	Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données..	14
9.6 -	Traitement de données à caractère personnel	15
9.7 -	Assurances	16

9.8	- Dispositions diverses	16
9.9	- Engagements environnementaux dans l'exécution du marché	17
9.10	- Dispositions sociales	17
9.11	- Documents à produire au cours de l'exécution du marché	18
10	- Pénalités	18
10.1	- Pénalités pour retard	19
10.2	- Pénalités pour non-respect de l'article 9.2	19
10.3	- Pénalité pour travail dissimulé.....	19
10.4	- Pénalité en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets ou marques de l'administration.....	19
10.5	- Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution	20
10.6	- Pénalités pour non-présence du chef de projet ou d'un représentant du titulaire à une réunion	20
10.7	- Pénalités liées à des obligations administratives	20
10.8	- Pénalités en cas d'utilisation abusive de termes non issus de la langue française	20
10.9	- Seuil d'exonération des pénalités.....	21
11	- Prix des prestations.....	21
11.1	- Forme et contenu	21
11.2	- Révision des prix	21
12	- Modalités de paiement.....	22
12.1	- Avance.....	22
12.2	- Périodicité des paiements	22
12.3	- Facturation.....	23
12.4	- Intérêts moratoires.....	24
12.5	- Changement affectant l'opérateur économique.....	24
13	- Sous-traitance en cours d'exécution du marché	24
13.1	- Dispositions générales	24
13.2	- Modalités de paiement	25
14	- Résiliation.....	25
15	- Règlement des litiges.....	25
16	- Dérogations au CCAG-PI.....	26

1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la conception éditoriale, la production d'articles de presse sur des programmes nationaux de recherche et d'expérimentation et leur diffusion à grande échelle afin d'en assurer une visibilité nationale.

2 - Forme du marché

Le marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, **sans minimum en quantité ou en valeur mais avec un maximum et un montant estimatif sur la durée totale du marché**, précisés de la manière suivante :

Montant minimum	Montant maximum	Montant estimatif
Néant	300 000 € HT	200 000 € HT

3 - Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée de deux (2) ans ferme. Le marché est reconductible deux fois par tacite reconduction par période d'un (1) an.

La durée totale du marché sera de quatre (4) ans.

Les titulaires ne peuvent pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, les titulaires en seront informés expressément au plus tard 3 mois avant l'échéance prévue de la période considérée.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne peut excéder trois (3) mois.

4 - Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué des pièces contractuelles suivantes, dont seul l'exemplaire détenu par la personne publique fait foi, énumérées par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement, et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires : BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe :
 - Annexe 1 – Présentation du groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains et plaquettes de présentation de ses programmes les plus structurants.

- Le CCAG-PI (tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles) ;
- La proposition technique du titulaire (ci-après « le titulaire »).

5 - Contexte et cadrage de la prestation attendue

L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains (EPAU) est un groupement d'intérêt public, sous la tutelle du Ministère en charge de l'architecture, du Ministère en charge de l'urbanisme, la Cité de l'architecture et du patrimoine et de l'association EUROPAN France. Il conduit des actions de recherche, d'expérimentation, de valorisation et d'animation des réseaux professionnels du cadre bâti, de la ville et des territoires. Il remplit ses missions au bénéfice du grand public, des collectivités territoriales, de la sphère universitaire et pédagogique, des acteurs professionnels et associatifs. Il met en place des actions de communication destinées à sensibiliser et informer ces acteurs aux contenus issus des programmes de recherches.

À ce jour, il met notamment en œuvre le concours d'architecture European, la Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU), le programme Coubertin sur les Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024, le programme Engagés pour la qualité du logement de demain, la Caravane des ruralités, le programme Erable - mobiliser les Élus par la Recherche-Action sur la Biodiversité Locale et la Consultation internationale Quartiers de demain.

Dans le cadre de ses missions de valorisation et de diffusion des productions issues des travaux de recherche-action et d'expérimentation qu'il mène, le GIP EPAU souhaite pouvoir monter un partenariat avec un media d'envergure nationale spécialisé dans la presse écrite et numérique, qui l'accompagne lors de ses événements « temps forts » et puisse permettre, par un travail éditorial journalistique et une distance critique, de faire connaître ses travaux au grand public.

Ce besoin correspond à l'objet du groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains, défini par l'article 2 de sa convention constitutive. Le titulaire met en œuvre les missions qui lui sont confiées dans les conditions définies dans le présent marché public.

6 - Objectifs du marché

Les objectifs attendus au titre du marché sont les suivants :

- Assurer la production de contenus journalistiques de haut niveau synthétisant les principaux apports de programmes de recherche ou d'expérimentation nationaux, adopter un regard critique sur ceux-ci et permettre la traduction des enseignements pour un public non connaisseur ;
- Assurer la conception éditoriale de « cahiers » thématiques déterminés conjointement avec le pouvoir adjudicateur, tant en termes de fonds (cohérence

des sujets, des terrains étudiés) que de forme pour assurer la visibilité des projets auprès d'un large public non spécialiste ;

- Assurer l'impression et la diffusion nationale des « cahiers » ainsi produits ;
- Permettre une diffusion en ligne des articles dans un media à forte visibilité ;
- Proposer un dispositif numérique spécifique au programme « Quartiers de demain » mené par le GIP EPAU ;
- Participer, à la demande spécifique du GIP EPAU, à des événements nationaux de grande ampleur afin d'en assurer la couverture médiatique et éventuellement l'animation (ex : animation de tables rondes, ...).

7 - Description des prestations attendues et livrables

7.1 - Conception éditoriale et production de « cahiers » thématiques sous format presse papier

Sur sollicitation du GIP EPAU et proposition thématique de ce dernier, le titulaire réalise une série d'articles sur des opérations, projets de recherche ou d'expérimentation, événements, ouvrages indiqués par le GIP EPAU. La thématique et les projets font l'objet d'une réunion éditoriale entre le GIP EPAU et le titulaire. En fonction des thématiques, le titulaire est force de proposition sur des projets, personnalités pouvant représenter un apport à l'article.

Une fois la thématique et les projets sélectionnés, le titulaire met l'ensemble des moyens en œuvre pour produire des articles documentés, comprenant des verbatims : interviews, déplacements sur les lieux des projets, analyse de documents, etc.

Les équipes du titulaire partent en rédaction et proposent un ensemble d'articles dans un délai d'un mois à compter de cette réunion éditoriale, capable d'alimenter un cahier (entre 4 et 20 pages), dans un format adapté au grand public et permettant une lecture papier confortable.

Après réception des articles, de nouveaux échanges ont lieu entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sur le contenu de ceux-ci.

Le titulaire propose une mise en page, mettant en exergue des verbatims pour chaque article. L'iconographie associée est apportée par le titulaire, le pouvoir adjudicateur pouvant orienter et donner des consignes relatives à cette iconographie ; le titulaire s'assure de disposer de tous les droits nécessaires.

Le titulaire reste libre dans les formulations, le regard critique des articles produits, dans le respect des principes de la liberté de la presse et du contradictoire.

7.2 - « Verticale d'information » en format numérique

Le titulaire devra assurer la mise en ligne sur son site web et ses supports numériques, de l'ensemble des articles produits en « print ». Un dispositif numérique spécifique sera proposé pour les articles traitant du programme « Quartiers de demain » (voir annexe 1 pour une présentation de ce programme).

En complément, le titulaire devra, à la demande du pouvoir adjudicateur, publier des tribunes et articles complémentaires à ceux diffusés en print, selon ce qui aura été arrêté par le pouvoir adjudicateur.

7.3 - Impression et diffusion

Le titulaire assure la diffusion des contenus via deux media :

- sur le net, via un site internet à visibilité nationale (le titulaire devra justifier d'au moins 30 millions de visites mensuelles sur ses supports numériques).
- sur un support imprimé, par la vente en kiosques selon un réseau de diffusion propre et à grande échelle, sur l'ensemble du territoire national.

Le titulaire assure l'impression et la diffusion des cahiers mentionnés à l'article 7.1 (il devra justifier d'une diffusion d'au moins 100 000 exemplaires par jours dans son réseau). Sur sollicitation du GIP EPAU, il imprime et livre une quantité d'exemplaire selon les prix définis au bordereau des prix.

7.4 - Les prestations sur devis

A titre accessoire, outre les prestations définies supra, le pouvoir adjudicateur peut solliciter la réalisation de travaux complémentaires, qui seraient nécessaires à la bonne réalisation des prestations objet du marché.

Dès lors qu'un sujet est identifié, à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire propose un devis, dans un délai de 5 jours à compter de sa saisine. Le devis est établi sur la base des prix unitaires maximum figurant dans le bordereau des prix.

Les devis peuvent faire l'objet d'échanges avec le pouvoir adjudicateur.

Après acceptation, la proposition du titulaire fait l'objet d'un bon de commande qui lui est notifié dans les conditions prévues à l'article 8.6 du présent CCP.

8 - Modalités pratiques et organisationnelles

8.1 - Pilotage et organisation du maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains.

Le maître d'ouvrage désigne dès la notification du marché une (des) personne(s) qui est (sont) l'interlocuteur unique du titulaire. Elle(s) est (sont) responsable(s) de la

gestion technique, administrative et financière du projet ainsi que de la vérification de la qualité de la prestation.

8.2 - Exigences générales

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations. Toute inexécution ou mauvaise exécution de cette obligation conduisant à une impossibilité pour le pouvoir adjudicateur d'utiliser tout ou partie des prestations, déclenche la procédure de résiliation définie à l'article 14 du présent CCP, après mise en demeure restée sans effet.

Le titulaire doit être en mesure d'assurer une continuité de la prestation, l'absence du chef de projet ou d'un autre membre de l'équipe dédié à la prestation, ne saurait entraîner une suspension ou un retard de l'exécution de celle-ci.

Le titulaire s'engage à fournir à la demande de l'administration la démonstration du respect des exigences pour la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à effectuer son devoir de conseil et d'alerte vis-à-vis de l'administration, de même, l'administration s'engage à respecter son devoir d'information et de collaboration avec le titulaire.

8.3 - Les équipes projet

Pour la bonne réalisation de l'ensemble des prestations attendues, le titulaire doit présenter une équipe pluridisciplinaire et formée à l'exécution des prestations visées au présent marché.

Le titulaire met en place, notamment pour tenir compte du principe de continuité du service public, toute mesure utile permettant d'assurer la réactivité du service en cas d'indisponibilité d'un de ses membres (congés, arrêt maladie, etc...).

L'équipe du titulaire est définie lors de la remise de son offre. Elle désigne une (des) personne(s) qui est (sont) l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur.

Dès qu'un membre de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir ses missions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 10 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent et sans augmentation du prix des prestations.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois maximum pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

Les représentants du pouvoir adjudicateur et du prestataire sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant chacun des co-contractants.

8.4 - Identification du personnel du titulaire

Les membres de l'équipe mobilisés sont tenus d'indiquer leur identité ainsi que le nom de l'entreprise qui les emploie dans leurs contacts avec l'administration bénéficiaire et les tiers avec qui ils échangent pour les besoins de leurs prestations (signature de mèl, présentation en réunion, etc.).

Aucun doute ne doit être entretenu concernant la qualité du prestataire, tant en interne que vis-à-vis de tiers.

8.5 - Réunions

Le pouvoir adjudicateur organise une réunion de cadrage dès la notification du marché.

Pour chaque nouveau cahier, au moins deux réunions sont organisées :

- une réunion éditoriale visant à définir la thématique et les projets qui feront l'objet du cahier imprimé ;
- une réunion à la réception du cahier pour ajustement et validation par la maîtrise d'ouvrage.

En tant que de besoin, des réunions de travail sont organisées en présentiel dans les locaux du ministère à La Défense (92) ou en région parisienne ou par visioconférence. Le titulaire y est représenté par le chef de projet accompagné de toute personne dont la présence s'avère nécessaire au regard de la réalisation des prestations prévues.

Le titulaire rédige le compte-rendu de ces différentes réunions et le transmet à la personne publique dans les 72 heures qui suivent la tenue de la réunion. Le compte-rendu est validé par la personne publique dans le même délai à compter de sa réception. Si des observations sont formulées, le titulaire dispose de 24 heures pour les intégrer. Le silence de la personne publique vaut réception tacite.

8.6 - Les bons de commande

Les prestations s'exécutent au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande établis sur la base des prix figurant dans l'annexe financière.

Toute prestation n'ayant pas fait l'objet d'un bon de commande notifié au titulaire ne pourra pas être facturée.

Plusieurs bons de commande peuvent être émis simultanément. De même, un bon de commande peut comporter des prestations présentant des dates d'échéance différentes.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et l'intitulé du marché ;
- le numéro du bon de commande et sa date d'émission ;
- la nature des prestations dont l'intitulé doit être conforme au bordereau des prix ;
- les délais de réalisation, les dates de début et de fin d'exécution, le cas échéant, et les livrables attendus ;
- le prix unitaire conformément au bordereau de prix et la quantité commandée ;
- les montants HT et TTC du bon de commande ;
- les taux et montant de la TVA.

Les bons de commande peuvent préciser des modalités particulières et/ou être complétés par tout document/information utiles au titulaire pour la réalisation des prestations.

Le titulaire dispose d'un maximum de 48 heures à compter de la réception d'un bon de commande pour faire part de ses observations à la personne publique. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le bon de commande aux conditions fixées.

Tout bon de commande peut faire l'objet d'une modification ou d'une annulation. Le titulaire en est informé dans les meilleurs délais soit par la notification d'un nouveau bon de commande soit par message électronique.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande ne dépasse pas le délai d'exécution habituellement constaté pour les autres bons de commande notifiés dans le cadre du présent marché et que la durée d'exécution ne vient pas à l'encontre de l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

8.7 - Vérifications

Les prestations pourront être soumises à des vérifications qualitatives et quantitatives qui sont destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché. La personne publique dispose, par dérogation au CCAG PI, d'un délai maximum de 1 mois pour vérifier, valider les livrables après leur remise, et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Les prestations sont réputées reçues si la personne publique ne notifie pas sa décision dans le délai imparti.

Tout document produit par le titulaire devra être remis au chef de projet de l'administration, dans sa version initiale.

- Si les prestations répondent aux stipulations, la personne publique notifie une décision de réception.

- Si les prestations sont reçues avec réserves, la personne publique prononce l'ajournement qui est motivé et assorti d'un délai pour apporter les corrections nécessaires. Le pouvoir adjudicateur dispose de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications à compter de la nouvelle présentation par le titulaire.
- Si la personne publique estime que les prestations ne satisfont pas complètement aux conditions du marché mais qu'elles peuvent être reçues en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon les imperfections constatées.
- Si les prestations ne répondent pas aux stipulations, la personne publique prononce le rejet des prestations. La décision est motivée et précise les modalités d'exécution des prestations.

Pour le cas où des demandes de correction ont été formulées, une nouvelle version du document est remise et fait l'objet d'une vérification dans les mêmes conditions que pour la version initiale, jusqu'à ce que le pouvoir adjudicateur en prononce la réception. Le document est alors réputé être dans sa version définitive. En l'absence de demande de correction, les documents remis en version initiale sont réputés reçus en version définitive.

8.8 - Forme des notifications et communications

Les échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ou leurs représentants sont transmis par tout moyen permettant d'attester de la date de réception de la décision ou de l'information.

8.9 - Condition de réalisation des livrables – utilisation de la charte graphique

Le titulaire à l'interdiction d'utiliser les sceaux, timbres, cachets et marques de l'administration.

Chaque cahier comportera un logo permettant d'identifier le GIP EPAU ou l'un de ses programmes.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il mentionne cette information, précise la prestation de conseil réalisée et le cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Le non-respect de ces exigences fait l'objet de pénalités définies ci-après à l'article 10 du présent CCP.

8.10 - Langue

Le titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'administration bénéficiaire et la rédaction des documents auxquels ils participent.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

8.11 - Déplacements

En cas de déplacements exceptionnels nécessitant plus de 5h de train aller depuis le siège du titulaire, ce-dernier peut faire la demande de remboursements de frais de déplacement sur justificatifs, dans la limite des plafonds fixés pour les frais de mission de la fonction publique d'État et définis par l'Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État.

9 - Engagements du titulaire

9.1 - Communication des difficultés

Le titulaire signale immédiatement au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement échappant à sa responsabilité. Parallèlement, il indique la durée de prolongation demandée. Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision dans un délai maximum de 15 jours.

Le délai éventuellement prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

9.2 - Déontologie – prévention des conflits d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Le titulaire et l'administration s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent marché toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Les titulaires s'engagent à ne pas proposer aux agents publics des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès de l'administration est prohibée.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites *pro bono*) au bénéfice des administrations publiques ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission *pro-bono* ou mécénat de compétence doit être autorisée par le secrétaire général du ministère et enregistrée auprès de la DGALN. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission *pro-bono*.

En cas de conflit avéré, les prestations pourront être annulées avant le terme initialement prévu. Cette annulation entraînera uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non-respect des obligations du présent article, des pénalités pourront être appliquées. En cas de conflit d'intérêt grave et répété, le marché pourra être résilié.

9.3 - Propriété intellectuelle

Au titre du régime des résultats, il est fait application de l'article 35 du CCAG PI dans sa version issue de l'arrête du 30 mars 2021.

A ce titre, les résultats sont cédés à titre non exclusif, sauf :

- 1) Les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
- 2) Les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur, ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;
- 3) Les résultats qualifiés de confidentiels.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés

pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

9.4 - Obligations de conseil et de confidentialité

9.4.1 *Obligation de conseil et d'information*

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde vis-à-vis du GIP. Au titre de cette obligation, le Titulaire communiquera et/ou obtiendra toutes les informations requises et mettra toutes les recommandations nécessaires dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil incombant au titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer à la personne publique toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.4.2 *Obligation de confidentialité*

En complément de l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

Le Titulaire s'interdit toute communication écrite ou verbale sur les sujets objet du marché et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire prend toutes mesures, notamment de sécurité matérielle et informatique, permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des supports informatiques fournis par le pouvoir adjudicateur, et tous documents de quelque nature qu'ils soient.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

9.5 - Mesures de sécurité, dont sécurité informatique et gestion des données

9.5.1 *Obligations générales de sécurité*

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des systèmes d'information et des données traitées dans le cadre du présent marché, conformément aux bonnes pratiques en matière de sécurité informatique.

Le titulaire doit veiller à ce que ses outils, produits, applications ou services respectent les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

9.5.2 Signalement des incidents de sécurité

En cas de survenance d'un incident affectant directement ou indirectement les systèmes d'information, les prestations ou les données, le titulaire s'engage à en informer sans délai le pouvoir adjudicateur, au plus tard dans les quatre (4) heures suivant la prise de connaissance dudit incident.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur toute documentation utile permettant d'apprécier l'étendue de l'incident et les mesures correctives mises en œuvre.

9.5.3 Maintien en condition de sécurité

Le titulaire s'engage à maintenir à jour les composants logiciels utilisés dans le cadre du présent marché afin de garantir un niveau de sécurité optimal.

Le titulaire doit mettre en place des procédures de contrôle régulier pour détecter et corriger les éventuelles vulnérabilités de sécurité.

9.6 - Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire est susceptible de collecter des données à caractère personnel (noms, numéros de téléphone, etc.) et de traiter ces données au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, ainsi que de la loi n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

Obligations générales du titulaire

Le TITULAIRE s'engage à :

- Traiter exclusivement les données personnelles nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre ;
- Garantir la confidentialité des données personnelles ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles :
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
 - S'engagent à respecter la confidentialité des données personnelles.
- Respecter l'ensemble de ses obligations découlant des dispositions légales et réglementaires, et notamment à :
 - Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données à caractère personnel dès la conception, et de protection par défaut des données à caractère personnel ;

- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque ;
- Tenir par écrit un registre des catégories d'activités des traitements ;
- Notifier à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL) toute violation de données personnelles et en informer le pouvoir adjudicateur.

Durée de conservation et sort des données personnelles

Le titulaire est autorisé à conserver les données personnelles pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Au terme de celui-ci, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à détruire toutes les données personnelles.

Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire s'engage à fournir aux personnes concernées par les traitements, au moment de la collecte des données personnelles, l'information relative aux traitements effectués.

Exercice des droits des personnes concernées

Le titulaire s'engage à aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées qu'il s'agisse du droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation des traitements...

Si les personnes concernées formulent auprès du titulaire de telles demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci s'engage à donner suite à ces demandes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Délégué à la protection des données

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

9.7 - Assurances

Le titulaire déclare avoir contracté les assurances garantissant les dommages corporels et matériels que son personnel, ainsi que toute personne qui interviendrait pour son compte, pourrait causer au cours de la réalisation des prestations. À tout moment durant l'exécution du marché, il doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9.8 - Dispositions diverses

Pour les prestations et/ou réunions qui se déroulent dans les locaux de l'administration, le titulaire doit obligatoirement se conformer aux règles de sécurité en vigueur dans ces locaux pour les personnes extérieures. Il s'engage à communiquer à l'administration les noms des personnes chargées de l'exécution des prestations.

Le titulaire répond suivant les règles du droit commun des dommages matériels et corporels qui pourraient atteindre des tiers à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Il reste responsable dans les mêmes conditions des dommages qui pourraient être causés par son fait ou celui de son personnel aux installations de l'administration.

Le titulaire prend toutes mesures utiles permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à garantir la sécurité et la santé des personnes ainsi que la préservation du voisinage.

9.9 - Engagements environnementaux dans l'exécution du marché

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est invité à mettre en œuvre des pratiques visant à réduire l'impact environnemental des prestations fournies, notamment en matière de gestion des ressources, de réduction des déchets et d'optimisation des procédés d'impression.

À ce titre, le titulaire s'engage à privilégier, dans la mesure du possible et sans que cela constitue une obligation stricte :

- L'utilisation de supports imprimés issus de fibres recyclées ou certifiés par des labels de gestion durable des forêts (ex. FSC, PEFC) ;
- La réduction des volumes d'impression superflus, notamment par une optimisation des maquettes et la limitation des tirages au strict nécessaire ;
- L'emploi d'encre à base végétale ou à faible impact environnemental ;
- La mise en œuvre de procédés d'impression économes en énergie et en consommables (papier, encre, etc.) ;
- La gestion responsable des déchets générés, en favorisant le tri, le recyclage et la valorisation des chutes d'impression et des emballages ;
- La limitation des emballages et l'utilisation d'emballages recyclables ou réutilisables pour la livraison des supports imprimés.

Le titulaire est encouragé à informer le pouvoir adjudicateur des initiatives ou innovations qu'il pourrait mettre en œuvre pour améliorer la performance environnementale des prestations.

Ces engagements sont à considérer comme des bonnes pratiques recommandées et ne donnent pas lieu à pénalités en cas de non-respect, mais seront pris en compte dans l'évaluation au titre des critères de notation.

9.10 - Dispositions sociales

L'entreprise titulaire du marché s'engage à former ses agents aux bonnes-pratiques vis-à-vis de l'accessibilité des supports numériques aux personnes en situation de handicap.

9.11 - Documents à produire au cours de l'exécution du marché

Conformément aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale, le titulaire remet tous les 6 mois à compter de la date de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

1° dans tous les cas, les documents suivants :

a) une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

b) une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;

2° lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail.

10 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont réglées par compensation au moyen de retenues sur le paiement à faire au titulaire. En cas de résiliation du marché, ces pénalités restent dues.

10.1 - Pénalités pour retard

Tout dépassement de délai dans l'exécution des prestations et/ou la remise de livrables peut entraîner, sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 € par jour de retard.

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations de l'article 9.1 du présent CCP.

Les délais contractuels sont définis dans le présent CCP, dans l'offre du Titulaire ou, à défaut, dans le bon de commande.

10.2 - Pénalités pour non-respect de l'article 9.2

En cas de non-respect des obligations de l'article 9.2, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € pour toute action contrevenant aux obligations de cet article (démarchage, *pro-bono* non autorisé, etc.).

En cas d'omission répétée ou de conflit grave et avéré, de non-respect répété des obligations de l'article 9.2, le marché peut être résilié.

10.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché. Toutefois, le montant de la pénalité ne pourra pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

10.4 - Pénalité en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets ou marques de l'administration

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021, en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets ou marques de l'administration en dehors des cas prévus à l'article 8.9 du présent CCP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par élément utilisé à tort.

10.5 - Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution

Par dérogation au CCAG PI dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021, si le titulaire n'est pas en mesure d'affecter le profil mentionné dans son offre technique au moment du démarrage du marché, celui-ci encourt une pénalité de 250 € par jour ouvré pendant lequel le profil n'a pas été correctement affecté.

Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire ne procède pas au remplacement d'un intervenant sur demande du pouvoir adjudicateur dans les 10 jours calendaires suivants la demande motivée, celui-ci encourt une pénalité de 250 € par jour ouvré pendant lequel le profil n'a pas été remplacé, à compter du 11^{ème} jour calendaire.

Par dérogation au CCAG de référence, si le titulaire affecte un profil qui ne correspond pas à celui mentionné dans son offre technique en cours de projet (ou équivalent et accepté par l'administration), celui-ci encourt une pénalité de 250 € par jour ouvré, à compter du signalement de l'administration jusqu'à son remplacement.

10.6 - Pénalités pour non-présence du chef de projet ou d'un représentant du titulaire à une réunion

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI,

- Absence du chef de projet à la réunion de cadrage, à une réunion du comité de pilotage ou à la réunion de clôture du marché : 100 euros par réunion ;
- Absence du chef de projet ou de son représentant (en cas d'indisponibilité du chef de projet) à une réunion de suivi des prestations : 50 euros par réunion.

10.7 - Pénalités liées à des obligations administratives

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire (mandataire, cotraitant, sous-traitants le cas échéant), sans communication de ces informations à l'administration dans les 30 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché. Ces pénalités concernent notamment les éléments listés aux articles 9.7, 9.11, 12.5 et 13.1 du présent document.

10.8 - Pénalités en cas d'utilisation abusive de termes non issus de la langue française

En cas d'utilisation abusive de termes non issus de la langue française, une pénalité de 100 € par occurrence dans le livrable est appliquée (non-respect de l'article 8.11 du présent CCP).

10.9 - Seuil d'exonération des pénalités

Il n'est pas fait application des dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-PI.

11 - Prix des prestations

11.1 - Forme et contenu

L'unité monétaire applicable au présent marché est l'euro.

Le marché est conclu à prix unitaires. Ces prestations s'exécutent après la notification d'un bon de commande au titulaire.

Les prix figurent dans l'« annexe financière ». Ils incluent toutes les sujétions inhérentes à la réalisation des prestations (livraison des prestations, réunions, comptes rendus, déplacements, etc.).

Conformément à l'article 7.4 du présent CCP, certaines prestations feront l'objet d'une évaluation sous la forme d'un devis soumises au pouvoir adjudicateur. Après une éventuelle négociation du devis et sous réserve de l'acceptation de ce dernier, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le bon de commande correspondant tel que défini à l'article 8.6. Ces prestations ne font donc pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

11.2 - Révision des prix

Les prix unitaires sont révisés¹ annuellement à la date d'anniversaire du marché (date de notification du marché) de la façon suivante :

$$P(n) = P(o) \times [0,15 + 0,85 \times [0,80 \times (W/W_o) + 0,20 \times (GO/GO_o)]]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;
- W_o et W sont les valeurs prises par l'indice INSEE **010764131*** (**travaux d'impression et services connexes**), respectivement au mois zéro et au mois n ;
- GO_o et GO sont les valeurs prises par l'indice INSEE **010766645**** (**services administratifs et services connexes**), respectivement au mois zéro et au mois n.

***Indice INSEE : 010764131**

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1
– Travaux d'impression et services connexes - Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764131

¹ Le coefficient de révision est arrondi au centième supérieur.

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764131>

****Indice INSEE : 010766645**

Indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – A17 NZ – Services administratifs et d'assistance – Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes. Il est disponible sur le site internet de l'Insee :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766645>

La révision des prix s'applique uniquement aux prestations qui n'ont pas encore fait l'objet d'un bon de commande à la date d'anniversaire du marché.

Les bons de commande émis avant cette date continuent d'être régis par les prix en vigueur à leur date d'émission.

Aucun effet rétroactif ne pourra être appliqué aux prestations déjà commandées ou exécutées.

Les prix révisés sont réputés applicables à compter de la date anniversaire et jusqu'à la prochaine révision annuelle.

12 - Modalités de paiement

12.1 - Avance

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du code de la commande publique et de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI, une avance peut être accordée au titulaire dont le montant est fixé, sous réserve des dispositions prévues pour le(s) sous-traitant(s), à 30 % du montant TTC de la partie à prix forfaitaire, et du montant TTC du bon de commande, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le titulaire précise, dans l'acte d'engagement, s'il souhaite bénéficier de cette avance.

Elle est payée sans formalités dans un délai maximum de 30 jours.

Une avance est accordée, dans les mêmes conditions, au(x) sous-traitant(s) éventuel(s), dans la limite du montant des prestations qu'il(s) doit(vent) exécuter, sauf indication contraire dans le contrat de sous-traitance.

Le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 50 % du montant. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant TTC.

12.2 - Périodicité des paiements

Les prestations seront réglées à terme échu, après complète réalisation et validation par le pouvoir adjudicateur.

12.3 - Facturation

Le titulaire établit ses factures en un original. Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, outre les mentions légales, ces factures portent les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro de la facture selon la numérotation établie par le titulaire ;
- les coordonnées des co-contractants ;
- les références du marché, intitulé et numéro ;
- le n° du service exécutant indiqué sur le courrier de notification du marché (ou « code d'identification du service chargé du paiement ») : FAC9450075
- les coordonnées bancaires du titulaire conformes à celles mentionnées à l'acte d'engagement ;
- les références du bon de commande ;
- la date de réalisation des prestations,
- la nature des prestations, les références des prestations conformes au bordereau de prix unitaires et les quantités commandées ;
- les montants totaux HT et TTC ainsi que les taux et montant de la TVA.

et sont libellées à l'attention de :

GIP EPAU
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 LA DEFENSE Cedex

Les factures doivent comporter les mentions légales mentionnées précédemment sous peine de rejet. La personne publique ne saurait être tenue pour responsable du rejet d'une facture qui ne respecterait pas ces dispositions.

Le numéro du marché et/ou du bon de commande ainsi que le n° du service exécutant (ou « code d'identification du service chargé du paiement ») sont le cas échéant communiquées par la personne publique au titulaire à la notification du marché.

La facturation des éventuels sous-traitants respecte la procédure décrite à l'article 13.2 du présent CCP.

Dématérialisation de l'envoi des factures

Conformément à l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire (et son/ses sous-traitant(s) admis au paiement direct), procède obligatoirement à l'envoi de ses factures en mode dématérialisé via le « portail public de facturation » accessible à l'adresse suivante : « <https://chorus-pro.gouv.fr/> ».

Les modalités pratiques de mise en œuvre pour dématérialiser les factures sont présentées dans la rubrique « Documentation » ou directement accessible à l'adresse « <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> ».

12.4 - Intérêts moratoires

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai ou de l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 €² pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement de la demande de paiement.

12.5 - Changement affectant l'opérateur économique

Durant la période de validité du marché, le titulaire et/ou ses sous-traitants sont tenus de communiquer par écrit à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produit à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire et/ou ses sous-traitants sont informés que l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

13- Sous-traitance en cours d'exécution du marché

13.1 - Dispositions générales

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché que sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, au sens de la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du code de la commande publique.

Afin de s'assurer de cette acceptation et de permettre le paiement direct du(des) sous-traitant(s) ainsi agréé(s), le titulaire remet une déclaration spéciale³ qui devra contenir les renseignements suivants :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à payer par paiement direct,

² Loi n°2313-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

³ ou formulaire DC4 du ministère de de l'économie, des finances et de la relance.

- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant proposé,
- la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire demeure personnellement responsable pour l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de ses sous-traitants. Pour autant, il demeure l'unique interlocuteur pour l'ensemble des prestations sous-traitées.

Les obligations relatives à la déontologie et la prévention des conflits d'intérêts, ainsi qu'en matière de conseil et de confidentialité, définies respectivement aux points 7.2 et 7.4, s'appliquent dans les mêmes termes et avec les mêmes conséquences au(x) sous-traitant(s).

13.2 - Modalités de paiement

La personne publique paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale à 600 € TTC.

Le sous-traitant envoie ses demandes de paiement via l'application Chorus Pro dans l'espace « Factures émises ».

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace « Factures à valider » de Chorus Pro. En l'absence de prise en charge dans ces délais, la validation est tacite.

En cas de refus de validation par le titulaire, la facture est néanmoins transmise au pouvoir adjudicateur qui peut alors décider de traiter, suspendre ou de rejeter la demande de paiement.

14 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-PI.

15 - Règlement des litiges

Il peut être fait appel, pour règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, au comité consultatif de règlement amiable des litiges.

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties pour le même objet.

Dans le cas où un règlement amiable ne pourrait intervenir, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

16 - Dérogations au CCAG-PI

L'article 8.3 du présent CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

L'article 8.6 du présent CCP déroge à l'article 3.7 du CCAG PI.

L'article 8.7 du présent CCP déroge à l'article 28 du CCAG PI.

L'article 9.1 du présent CCP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG-PI.

L'article 9.7 du présent CCP déroge à l'article 9 du CCAG PI.

L'article 10 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.